



Communiqué de **PRESS**

Rennes, vendredi 18 mai 2018

Reprise du groupe Doux

Le Président Loïg Chesnais-Girard se félicite de la décision du tribunal de commerce et annonce que la Région sera partenaire du projet de reprise :

« C'est un soulagement, après une longue période d'incertitudes pour les salariés et les éleveurs. L'essentiel des emplois est sauvé, des propositions sont faites pour ceux qui ne sont pas repris et un nouveau projet, porteur d'avenir, est sur la table. La période de liquidation se termine, celle de la transformation commence : c'est une nouvelle histoire qui s'engage. Il faut maintenant que ces offres puissent devenir réalité pour en faire des succès économiques, sociaux et territoriaux. »

« Le travail mené a été exemplaire. Je tiens à remercier tous ceux qui se sont engagés dans ce dossier et ont permis de trouver des solutions :

- les salariés et leurs représentants syndicaux, dont l'attitude et l'engagement ont été remarquables ;
- les éleveurs, la profession agricole, les élus ;
- l'État, le Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI), les administrateurs judiciaires Maîtres Merly et Abitbol ;
- LDC, Almunajem, Terrena, Triskalia, la société des volailles de Plouray, Saria, pour la qualité de leur offre reconnue par tous les acteurs ;
- Terrena, à nouveau, qui a accompagné l'entreprise jusqu'au bout pour que les choses se passent au mieux ;
- mais aussi les industriels qui ont fait des propositions de reprise, sans être retenus, en particulier le groupe MHP qui, le premier, a cru dans les capacités de l'entreprise et des salariés. »

Un engagement de 20 M€

Depuis plusieurs mois, la Région a pris ses responsabilités et s'est engagée au côté des industriels pour trouver des repreneurs. « Rien n'était joué et nous aurions pu nous retrouver sans aucune solution », rappelle le Président Chesnais-Girard. Le résultat d'aujourd'hui est **une première victoire** pour la Bretagne.

La Région engagera **20 M€** pour accompagner ce projet de reprise. Il se traduira par l'arrivée de nouveaux partenaires industriels, la construction d'une usine pour cibler les nouveaux marchés du poulet frais en France et le maintien d'une activité poulet export.

85% des soutiens régionaux seront affectés aux activités orientées **vers les nouveaux marchés**.

Demain, **la Bretagne sera un acteur majeur de la conquête du marché français de la volaille**, dépendant encore aujourd'hui à **45% des produits d'importation**.

La transformation du modèle, une condition du soutien de la Région

La Région va devenir actionnaire de **Yer Breizh**, nouvelle entreprise qui regroupera les acteurs de la filière amont (éleveurs, accoueurs et aliments).

C'est la première fois, depuis les récentes lois de décentralisation, qu'une région française entre au capital d'une entreprise.

Pour Loïg Chesnais-Girard, c'est une nouvelle façon d'agir en faveur du développement économique, en devenant un véritable partenaire industriel.

« La Bretagne a vocation à être leader du nouveau monde de l'alimentation qui se dessine, poursuit le Président. Les consommateurs n'ont plus des attentes mais des exigences. Ils achètent bien plus qu'un produit alimentaire, ils achètent des pratiques, un territoire, une authenticité, une proximité, de la qualité, de la traçabilité. Ce nouveau projet s'inscrit pleinement dans cette mutation. »

Le Président de Région réunira le **4 juin prochain à Châteaulin les élus régionaux de la commission permanente** pour confirmer le soutien régional au projet de reprise et de transformation.

Contacts | **SERVICE PRESSE** | Tél. : 02 99 27 13 54 | presse@bretagne.bzh

Odile Bruley (06 76 87 49 57) | Rose-Marie Louis (06 88 92 04 53) | Sylvain Le Duigou (06 42 32 13 57)

www.bretagne.bzh/espace-presse | [@bretagne_presse](https://twitter.com/bretagne_presse)

La Région apporte un soutien déterminant de 20 M€

La Région apportera donc plus de 20 M€ à l'ensemble du projet, dont 85% seront ciblés sur les nouvelles activités.

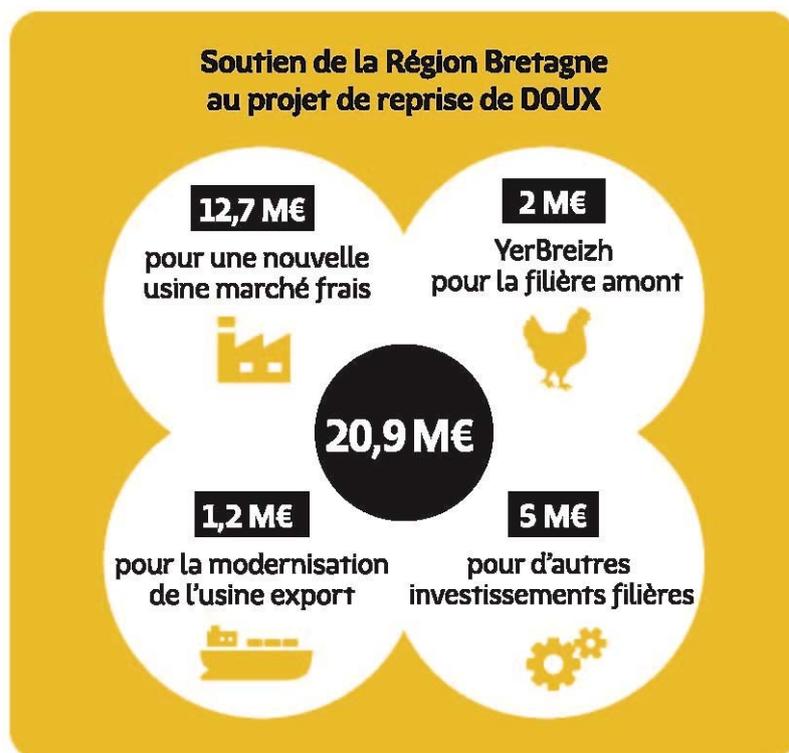
Si les éleveurs et les salariés restent, le modèle change : nouveaux actionnaires, nouveaux marchés, nouvelle usine, nouvelles méthodes. Ce changement de modèle était une **condition sine qua non** du soutien de la Région.

Désormais, il y aura à **Châteaulin deux usines** : l'une, gérée par **Almunajem**, poursuivant l'activité historique du groupe Doux (**367 emplois**),

et l'autre, nouvelle, créée par **LDC** qui y investira **60 M€** pour produire du « poulet frais » à destination des marchés français et européens (**290 emplois**).

Cette nouvelle usine sortira de terre **d'ici deux ans**.

À ces soutiens régionaux s'ajoutera un **plan d'accompagnement des éleveurs**, de plusieurs millions d'euros, en cours de négociation entre l'État et la Région.



Cette infographie présente les projets directement concernés par une aide de la Région. Ils s'inscrivent dans l'offre globale qui permet la **sauvegarde de la quasi-totalité des emplois** et intègre des propositions d'emplois pour les salariés non repris.

Elle ne prend pas en compte les aides de l'État.

La création de Yer Breizh

Pour accompagner une filière amont solidaire et responsable

L'enjeu est aussi d'accompagner l'ensemble de la filière amont. Et c'est là que la Région Bretagne innove : non seulement, elle participe à la création d'une nouvelle entreprise, Yer Breizh, mais elle en sera aussi actionnaire. C'est la première fois, depuis l'application de la loi NOTRe, qu'une Région prend une participation dans une entreprise.

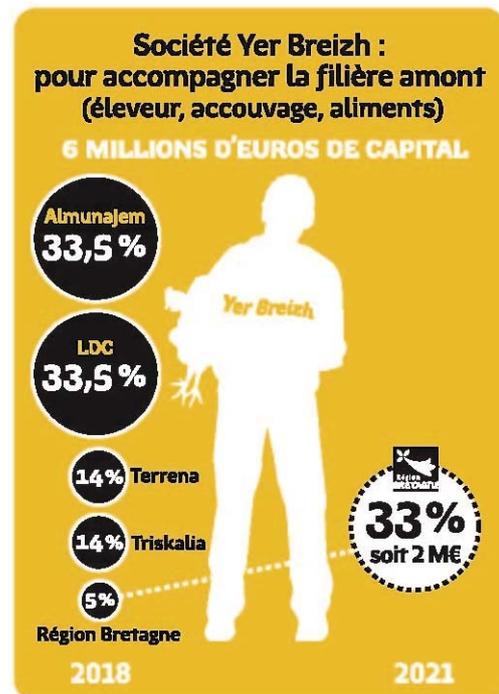
L'ensemble de la filière se regroupe au sein d'une seule structure pour assurer la continuité et la transformation du modèle. L'entreprise reprend **97 salariés**, les activités **aliments, reproduction, accoupage et élevage**, et l'ensemble des contrats de **plus de 240 éleveurs pour 370 000 m²**.

Yer Breizh sera une **SAS au capital de 6 M€** partagé, à la création, entre **5 partenaires** (cf. infographie ci-contre).

La Région entrera au capital, à hauteur de **5%** et augmentera sa participation jusqu'à **33%**, soit **2 M€**, d'ici trois ans.

Un plan pour la **modernisation des bâtiments d'élevage** sera engagé avec l'Etat dans les mois qui viennent.

Pour Loïg Chesnais-Girard, c'est un **montage innovant**, une nouvelle façon de faire de la politique économique : « *on ne vient pas pour éponger des pertes ; on vient en investisseur pour créer un nouveau modèle avec les industriels et les producteurs. C'est un beau symbole que de voir la Région s'engager aussi fortement au côté de nos éleveurs* ».



Poulet export

Des investissements à Châteaulin avec Almunajem

Le groupe saoudien Almunajem reste et investit dans le poulet export. Pour ce faire, il crée une nouvelle entreprise : **France Poultry**.

« C'est une marque de confiance, un signe de l'attractivité de la Bretagne à l'international dans le sec-

teur de l'alimentation, assure Loïg Chesnais-Girard. Nos partenaires saoudiens viennent pour la qualité, la sécurité, la traçabilité et, surtout, **pour le savoir-faire breton.** »

Un engagement de longue date, une intervention déterminante

Depuis plusieurs mois, le constat est clair : les investisseurs considèrent désormais les Régions comme des acteurs incontournables dont le soutien fait partie des conditions de succès. Aujourd'hui, aucun projet économique d'ampleur ne peut se boucler sans l'intervention régionale.

Avec Terrena, la Région a travaillé très en amont, ce qui lui a permis d'être « dans le dossier dès le début et pas seulement quand il aurait fallu jouer les pompiers », précise le Président Loïg Chesnais-Girard.

La transformation du modèle : la Région a d'abord fixé son ambition pour ne plus connaître de nouvelle crise, renforcer la filière en France et, bien évidemment, maintenir l'emploi. Sans projet de transformation, pas de soutien de la Région !

La Région actionnaire

Puis, la Région a construit son arsenal d'interventions : les élus régionaux ont, dans un premier temps, voté la possibilité pour la collectivité d'être actionnaire d'une société privée.

Cela a permis de disposer d'un arsenal économique global permettant de discuter, non plus comme un apporteur de subventions, mais comme un partenaire industriel à part entière, capable d'entrer au capital du futur projet.

Dans la dernière ligne droite, les élus régionaux ont voté à l'unanimité un soutien potentiel de 15 M€ pour accompagner les projets de reprise.

Tout au long du processus, la Région a aussi créé et entretenu des relations de confiance sur le terrain, avec tous les acteurs.

Le Président a fait le choix de la confiance avec l'ensemble des syndicats et leurs représentants, les éleveurs, ainsi qu'avec les principaux acteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire bretons.

L'objectif était d'avoir une **unité bretonne sur ce dossier.**

Loïg Chesnais-Girard et ses Vice-présidents Martin Meyrier (économie) et Olivier Allain (agriculture) ont informé régulièrement les élus du territoire et les parlementaires, notamment Richard Ferrand, qui s'est mobilisé tout au long de la période.

De même, les bonnes relations de travail avec l'État ont été stratégiques pour constituer ensemble l'équipe de négociation : le Président de Région a rencontré l'ensemble des membres du gouvernement concernés par le dossier. Et ses équipes ont travaillé en bonne intelligence avec celles du CIRI.

Susciter l'intérêt des repreneurs

Cette méthode a permis de créer l'intérêt de repreneurs potentiels. « MHP a été le premier. Nous l'avons rencontré, engagé des négociations, en ayant toujours à l'esprit les intérêts de la filière française », atteste Loïg Chesnais-Girard.

Après MHP, LDC s'est intéressé au dossier et un dialogue très poussé s'est également engagé avec le groupe sarthois dont les ambitions affichées sur l'emploi étaient plus fortes.

Jean-Yves le Drian a aussi joué un rôle décisif dans le dossier. Il a en effet établi le contact, à son niveau, avec des investisseurs étrangers potentiels, pour les inciter à déposer des offres.

« Nous aurions pu ne rien avoir et, au final, un choix est possible avec un projet qui permet de sauver l'essentiel des emplois, transforme et ouvre des perspectives d'avenir », souligne le Président Chesnais-Girard.

La Région aura donc eu un **effet catalyseur** permettant d'ouvrir plusieurs pistes. Et le vote à l'unanimité du soutien régional aura facilité l'aboutissement des discussions.

Aujourd'hui, partenaires industriels, salariés et éleveurs convergent pour reconnaître l'importance de l'action menée par la collectivité.

Reprise du groupe Doux

Calendrier des actions menées

Jusqu'en 2017	Suivi attentif et permanent du Conseil régional de la situation de DOUX
Septembre 2017	La Région Bretagne, après mise en concurrence, confie au cabinet Deloitte une mission pour évaluer la possibilité pour la Région d'entrer au capital de Doux.
Octobre 2017	Vote en session par les élus régionaux autorisant la Région à rentrer au capital d'une entreprise privée.
Novembre 2017	Lancement du poulet FitLife à Riyad, développé avec le soutien de la Région Bretagne
Décembre 2017	Poursuite des discussions avec Almunajem, Terrena, MHP et le CIRI
Janvier 2018	Rencontres avec l'ensemble des acteurs de la filière
Février 2018	Engagement de la Région à soutenir un projet de reprise auprès de Terrena et de l'Etat
Mars 2018	Vote à l'unanimité des élus régionaux en faveur d'un soutien potentiel de 15 M€ pour accompagner les projets de reprise
Avril 2018	Réunion de la filière amont à Rennes Début de la procédure et dépôts des offres
Mai 2018	Décision du tribunal de commerce de Rennes
Juin 2018	Commission permanente du Conseil régional organisée exceptionnellement à Châteaulin pour confirmer le soutien régional